



Déclaration FSU 28 au CDEN du 11 février 2013

Monsieur le Préfet, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Monsieur le Président du Conseil Général, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

La rentrée 2013 se situe dans le contexte d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation pour l'école. La FSU 28 considère que cette loi n'engage pas la rupture nécessaire avec les politiques éducatives antérieures. La continuité de « l'école du socle » révèle un manque d'ambition. Pour notre part, nous continuons de revendiquer la notion d'un haut niveau de culture commune pour tous les élèves. De plus, nous sommes totalement opposés à l'acte III de la décentralisation concernant l'orientation et l'enseignement professionnel.

Concernant la programmation des moyens, au vu des besoins et des retraits massifs de ces cinq dernières années, les efforts réels restent insuffisants. De plus, la création de postes doit impérativement s'accompagner d'une réelle politique de pré-recrutement (le nombre de postes vacants au CAPES faute de candidats est très inquiétant). La profession d'enseignant doit être revalorisée à la fois par une formation initiale et continue, et par une politique salariale digne de ce nom.

La rentrée scolaire 2013 se prépare avec des dotations positives pour l'Eure-et-Loir ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps. Mais notre département qui est en constante augmentation démographique a subi de nombreuses suppressions de postes ces cinq dernières années. Entre les rentrées 2008 et 2012, **le département a connu une progression de 1277 élèves pour un retrait de 152 postes d'enseignants et 95 supports budgétaires liés à la formation des professeurs**. Nous avons perdu des postes de RASED, de remplacements, de soutien pédagogique et de formation. Ces suppressions sont l'équivalent de 250 emplois d'enseignants sur le département. Pour la rentrée 2013, c'est pratiquement 900 élèves de plus qui seront scolarisés de la maternelle au lycée ce qui relativise ces dotations positives.

Dans les écoles d'Eure-et-Loir, avec une hausse des effectifs (335 élèves), la rentrée se fera avec seulement 30 postes de plus. Cette dotation est balisée par des priorités ministérielles : mise en place du dispositif « plus de maîtres que de classes » et scolarisation des enfants de moins de trois ans. Ces priorités sont légitimes et revendiquées depuis longtemps par la FSU. Cependant, elles se font au détriment du nombre d'élèves par classe ce qui a abouti à un trop grand nombre de fermetures de classe pour la rentrée 2013.

Du fait d'une dotation insuffisante, aucune amélioration n'est en perspective pour l'ensemble des écoles :

- Pas de création de postes de RASED (une fermeture de poste E),
- Seulement deux créations de postes de remplaçants (la situation est dramatique et la réorganisation du remplacement présentée dans les documents n'améliorera pas les choses),
- Pas de temps de décharge supplémentaires pour le fonctionnement et la direction d'école,
- Pas de création de postes dans les IME (5 suppressions à la rentrée 2012).

La rentrée 2013 se fera donc dans des conditions compliquées et le dossier des rythmes scolaires « bricolé » par le ministère amplifie le mécontentement dans les écoles. Sur

les rythmes scolaires, nous ne sommes pas opposés à 9 demi-journées de classe mais nous considérons que les enseignants doivent pouvoir être acteurs de la réforme ce qui n'est pas prévu par le décret Peillon. L'Etat ne prend pas ses responsabilités dans ce dossier et il laisse, seules, les communes faire les choix. Ce qui devait améliorer les conditions de scolarisation des élèves se transforme en une véritable pagaille ! C'est pourquoi nous appelons à la grève demain pour un report de la réforme en 2014 avec une réécriture complète du décret Peillon. Nous ne sommes pas, non plus, partisans du *statu quo* de la semaine Darcos. La refondation : oui mais pas sans nous.

Dans les collèges, la progression des effectifs est constante (plus de mille élèves sur les 5 dernières rentrées). Pour la rentrée 2013, nous aurons 209 élèves de plus et une dotation de 23,5 ETP. La hausse des moyens ne fait qu'accompagner la hausse démographique sans réparer les effets néfastes des suppressions de postes que nous avons subies ces dernières années. Par conséquent, pas de réelles améliorations pour la rentrée 2013.

Ainsi, dans beaucoup de collèges du département, les effectifs restent importants dans les classes. Parmi les 29 collèges « ordinaires », 26 ont au moins un niveau pour lequel l'effectif moyen atteint ou dépasse 26 élèves par classe. Ces effectifs trop chargés s'accompagnent du manque de la possibilité de travailler avec des demi-classes pour effectuer de la « remédiation ». La plupart des heures de cours ont désormais lieu en classe entière, ces classes chargées pèsent lourd pour les élèves qui peinent à prendre la parole dans les cours de Langues Vivantes ou à manipuler en Sciences, pour ne citer que ces disciplines.

Le ratio des heures supplémentaires/ heures postes reste très élevé, à 8,8% malgré une légère baisse. La FSU revendique la transformation des HSA en postes. Du fait de cette situation, le nombre des compléments de service restera trop important et le morcellement des équipes va se poursuivre.

Enfin, nous sommes très inquiets face aux perspectives d'orientation pour nos élèves. En effet, de nouvelles menaces s'abattent sur le devenir de la carte des formations et sur le sort des COPsy. La FSU refuse le transfert des CIO aux régions. Cela engendrera des inégalités d'accès à l'information et au conseil selon les régions. Le principe d'égalité au niveau national n'existera plus, chaque région risquant de privilégier ses besoins à court terme en matière d'emploi et à la demande du patronat.

Étant donnée l'augmentation constante des effectifs qui va se poursuivre dans les collèges, il est impératif de revoir la sectorisation dans plusieurs endroits du département et d'anticiper la construction de nouveaux établissements. Sur l'agglomération chartraine, nous considérons que l'implantation d'un collège dans les locaux actuels de l'IUFM est une très mauvaise idée. (Vœu)

La FSU 28 continuera de porter ses revendications quel que soit le gouvernement. Nous ne sommes pas dans une logique de « cogestion » partenariale, mais nous sommes une organisation syndicale qui juge les actes et non les bonnes intentions.